

Numéro 114 - 1er décembre 2021

**Un statut pour tous et toutes !**

**Des actions d'un bout à l'autre du pays  
pour exiger un statut de résident  
permanent pour tous les migrants**



**CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS**

**Des soins de santé pour tous et toutes !**

- Forum public de Migrante Alberta
- Les travailleurs sans papiers prennent la parole
- Une coalition du Manitoba demande que tous les résidents aient accès aux soins de santé

**Un statut pour tous et toutes!**

**Des actions d'un bout à l'autre du pays pour exiger un  
statut de résident permanent pour tous les migrants**

Le Réseau des droits des migrants (MRN) organise des actions d'un océan à l'autre du 3 au 5 décembre sous le thème « Dites à votre député : Nous vivons ici ! La crise, c'est

maintenant ! », pour demander aux députés d'appuyer la revendication d'un statut d'immigration complet et permanent pour tous et toutes. Des organisations de partout au pays demandent des rencontres avec les députés le 3 décembre et organisent des actions publiques aux bureaux des députés les 4 et 5 décembre.



Dans une lettre adressée au nouveau cabinet Trudeau le 29 octobre, le MRN écrit :

« Nous vous demandons d'assurer immédiatement le statut de résident permanent à chaque résident du pays aujourd'hui, et de faire en sorte que tous les futurs migrants arrivent avec le statut de résident permanent. Le Canada est passé à un système marqué par un caractère temporaire permanent : il y avait au moins 1 146 008 migrants ayant des permis temporaires le 30 décembre 2020, et au moins 500 000 personnes de plus qui étaient sans papiers, contre seulement 184 000 nouveaux résidents permanents la même année. Plus de 1,6 million de migrants dans le pays – un résident sur 23 – sont confrontés chaque jour à l'exclusion et à l'exploitation. Afin de construire une société juste et d'assurer une véritable reprise après la pandémie, les migrants doivent bénéficier de la résidence permanente pour qu'ils aient les mêmes droits et protections que les autres résidents. »

La lettre demande au gouvernement d'adopter des changements politiques et législatifs importants afin de garantir que tous les migrants obtiennent le statut de résident permanent ou la citoyenneté et de protéger et défendre les droits des migrants en mettant fin à toutes les détentions arbitraires et injustes des travailleurs migrants qui ont perdu leur statut sans que ce soit leur faute; en levant les politiques et pratiques restrictives et arbitraires d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada qui rendent presque impossible l'obtention du statut permanent pour les travailleurs migrants et leurs familles, les personnes sans papiers, les étudiants internationaux et d'autres; en fournissant des soins de santé de base et d'autre soutien, y compris des vaccinations et une aide financière pendant la pandémie et en mettant fin au système de traite des êtres humains et d'esclavage moderne qui rend les gens vulnérables à l'exploitation et aux attaques contre eux.

Il est intéressant de noter que le discours du Trône du 22 novembre prône ceci, sous le thème : « C'est le moment de défendre la diversité et l'inclusion » : « Les Canadiens comprennent que l'égalité, la justice et la diversité constituent à la fois la fin et les moyens pour vivre ensemble. La lutte contre le racisme systémique, le sexisme, la discrimination, les inconduites et la violence, y compris dans nos propres institutions, demeurera une grande

priorité. »

C'est l'État, et non les travailleurs du Canada et du Québec, qui crée des catégories de personnes et fait de la discrimination sur la base de la race, de l'ethnie, du statut d'immigration, etc. C'est l'État canadien, à travers tous les niveaux de gouvernement et les systèmes de maintien de l'ordre, qui est à l'origine du « racisme systémique, du sexisme, de la discrimination, des inconduites et de la violence », comme en témoigne le traitement des travailleurs migrants et des personnes sans statut au Canada. MRN indique : « Le premier ministre Trudeau a déjà commencé ce mandat en agissant contre les migrants. Il a laissé expirer le volet du secteur des soins de santé[1] du programme de la voie d'accès de la résidence temporaire à la résidence permanente, alors que 13 000 des 20 000 places n'étaient pas pourvues. Plus de 10 000 d'entre nous ont signé une pétition demandant au gouvernement de permettre aux réfugiés et aux sans-papiers de faire une demande. »

*Forum ouvrier* appelle tout le monde à se joindre aux actions organisées du 3 au 5 décembre par le Réseau des droits des migrants, dans l'esprit de prendre ensemble une position audacieuse à la défense des droits de toutes et de tous et d'exiger la fin de la criminalisation des travailleurs migrants et de leurs familles ainsi que des travailleurs sans papiers qui ont des droits du fait qu'ils sont humains, des droits que le Canada doit respecter et soutenir. Pour des informations sur les actions dans votre communauté, [cliquez ici](#).

## Note

1. Du 6 mai au 5 novembre, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada a accepté les demandes de statut de résident permanent de près de 20 000 travailleurs temporaires du secteur de la santé.

(Photo : Migrant Rights Network)



**Des soins de santé pour tous et toutes!**

## Forum public de Migrante Alberta

Connect-ED Education Series

### HEALTHCARE FOR ALL MIGRANTS' JUSTICE FORUM

15 NOVEMBER @ 6PM MST

While we are still in the midst of the 4th wave of this global pandemic, many residents who do not have immigration status still cannot access healthcare. They are our neighbours and friends who are part of the essential workforce.

**MIGRANTS' RIGHTS ARE HUMAN RIGHTS!**

FOLLOW THE LINK TO JOIN US  
[tiny.cc/Healthcare4All\\_Forum](http://tiny.cc/Healthcare4All_Forum)  
[migrantealberta@gmail.com](mailto:migrantealberta@gmail.com)

UNIVERSITY OF ALBERTA

“ They said health is wealth. How can you say health is wealth if there are only few people that can access it. It should be for everybody, it should be for all. With ongoing pandemic, how can we protect each one of us if there are people left behind. ”

Danilo, Non-status migrant

Listen to the Healthcare For All Podcast at:  
[http://tiny.cc/HealthCare4All\\_Podcast01](http://tiny.cc/HealthCare4All_Podcast01)

#ahs4all

A Project of:  
Migrante Alberta and Refugee Health Coalition

Le 15 novembre, Migrant Alberta a organisé le Forum Justice pour les migrants – Des soins de santé pour tous ! dans le cadre de sa campagne d'actions pour le droit de tous aux soins de santé. Migrant Alberta a souligné : « Alors que nous sommes toujours au coeur de la 4e vague de cette pandémie mondiale, plusieurs résidents qui n'ont pas de statut d'immigration ne peuvent toujours pas avoir accès aux soins de santé. Ils sont nos voisins et nos amis, qui font partie de la main-d'oeuvre essentielle ». Par cette campagne, Migrant Alberta affirme que les soins de santé sont un droit qui appartient à tous.

Des soins de santé pour tous ! revendique :

- le libre accès à la vaccination, à la preuve de vaccination et aux traitements pour la COVID-19;
- l'élargissement du libre accès, y compris pour les femmes enceintes et les soins tertiaires;
- une couverture universelle sans égard au statut, sans périodes d'attente;
- l'appui à des soins de santé communautaires et sensibles aux besoins des migrants; et
- la résidence permanente dès leur arrivée.

Même la prestation de soins de santé pour les tests de COVID-19, la vaccination et les traitements en Alberta est contradictoire, irrationnelle et inhumaine, et les travailleurs sans papiers ne peuvent accéder aux soins de santé publics pour des problèmes de santé non liés à la COVID. Jusqu'à tout récemment, une carte d'assurance-santé valide était exigée pour obtenir un rendez-vous pour la vaccination. En réponse à cela, Migrant et d'autres organisations ont travaillé avec des médecins pour ouvrir des cliniques sécuritaires où les travailleurs migrants peuvent se faire vacciner. S'il est vrai que tout le monde peut maintenant avoir accès à la vaccination à un des centres de Services de santé de l'Alberta (AHS), ce n'est pas très connu et les messages indiquent que les gens doivent apporter leur carte d'assurance-santé. Les pharmacies ne vaccineront pas les gens n'ayant pas de carte d'assurance-santé valide, même si c'est le seul endroit où on peut obtenir le vaccin dans plusieurs communautés rurales. Les gens sans carte d'assurance-santé valide ne peuvent obtenir un test de COVID-19 d'un site des AHS et doivent obtenir un test au privé et en assumer eux-mêmes les frais. Même lorsque les travailleurs sans papiers réussissent à se faire vacciner, ils ne peuvent obtenir le code QR requis pour avoir accès aux commerces et à d'autres établissements non essentiels.

Sandra Azocar des Amis de l'assurance-santé a expliqué que le gouvernement Kenney a créé une situation encore plus précaire en retirant les dispositions permettant aux médecins d'invoquer la bonne foi pour les patients qui n'avaient pas de preuve d'identité ou une carte d'assurance-santé valide. En date du 31 mars 2020, Santé Alberta ne couvre plus les services donnés dans un bureau de médecin ou dans un hôpital sans une carte d'assurance-santé de l'Alberta valide.

En pleine pandémie, l'Agence des services frontaliers du Canada a recommencé à expulser les travailleurs sans-papiers. L'inquiétude que des informations soient partagées avec l'Agence des services frontaliers du Canada est un autre obstacle quand il est question de demander des soins de santé. On rapporte aussi que plusieurs travailleurs migrants dans les régions rurales n'ont pas été informés qu'ils peuvent être vaccinés.

En Alberta, les travailleurs migrants qui ont perdu leur statut pendant la pandémie ne sont admissibles qu'à une extension de six mois de leurs soins de santé, même si Immigration,

Réfugiés et Citoyenneté Canada reconnaît qu'il y a eu d'importants retards dans le traitement des cas. Toute personne dont la demande de rester au Canada a été refusée est non admissible.

Les gouvernements qui engendrent et perpétuent des systèmes d'une telle brutalité et sont si indifférents à la vie même des gens, sur la base de leur statut d'immigration, ne sont pas aptes à gouverner.

Il faut affirmer et garantir les droits où que soient les gens, pas seulement là où ils sont nés. Les travailleurs migrants qui ont perdu leur statut doivent sans délai avoir plein accès aux soins de santé et leur statut doit être régularisé immédiatement. À ce jour, pas un seul parti de l'Assemblée législative n'a répondu aux besoins des travailleurs migrants ni appuyé la régularisation et le statut pour tous.



Les travailleurs sans papiers ont des réclamations réelles et légitimes envers la société en tant qu'êtres humains et parce qu'ils contribuent à la société. Ils sont des « travailleurs essentiels », comme nous l'avons vu au Canada pendant la pandémie. Ils prennent la parole en leur propre nom et brisent le silence, réclamant ce qui leur revient de droit parce qu'ils sont des êtres humains. Ils contribuent à la lutte pour les droits de tous et à l'édification de sociétés qui défendent les droits de tous.

*(FO, Migrants Alberta)*



---

## Les travailleurs sans papiers prennent la parole

Les organisations de défense des droits des migrants estiment qu'il pourrait y avoir entre 500 000 et 800 000 travailleurs sans papiers vivant au Canada. En 2008, il y avait 58 000 travailleurs étrangers temporaires qui vivaient et travaillaient en Alberta. En 2019, ils n'étaient plus que 10 000, mais ce nombre ne tient pas compte des milliers de travailleurs qui ont perdu leur statut et sont devenus sans-papiers. En ce moment, 475 professions sont jugées non admissibles par le gouvernement Kenney et ce nombre devrait augmenter à mesure que les permis de travail se terminent.

Des travailleurs ont perdu leur statut en raison des retards dans le traitement des demandes pendant la pandémie. Plusieurs ont été victimes du programme 4 et 4 de Jason Kenney lorsqu'il était ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. En vertu des nouvelles règles mises en place par Jason Kenney, après avoir travaillé au Canada pendant quatre ans, les migrants devaient quitter le pays pendant quatre ans avant de présenter une nouvelle demande. Bien que les libéraux de Justin Trudeau aient annulé cette directive, rien n'a été fait pour ceux qui ont perdu leur statut et qui n'ont aucune voie vers la résidence permanente à partir du Canada. Parmi les autres raisons de la perte de statut, citons le non renouvellement des permis de travail ou le licenciement de travailleurs pour avoir défendu leurs droits et s'être opposés aux attaques contre eux. De nombreux travailleurs sans papiers se sont endettés auprès de trafiquants d'êtres humains et/ou ont payé des frais exorbitants à des « consultants en immigration » ou à des écoles, dont certaines ont prétendu frauduleusement qu'ils seraient admissibles à un permis de travail après

l'obtention de leur diplôme. Les soins de santé pour tous et la régularisation des travailleurs sans papiers sont une dette du Canada envers eux, en tant que pays qui se livre à la traite des travailleurs migrants.

Les travailleurs sans papiers prennent courageusement la parole et méritent l'appui complet de tous les Canadiens dans leur lutte pour des soins de santé pour tous et pour la régularisation et un statut pour tous !



Lors d'un récent forum organisé par Women for Rights and Empowerment, un travailleur a expliqué qu'il est venu au Canada avec un permis de travail, travaillant pour une entreprise qui a enfreint ses droits de travailleur et les droits de tous les travailleurs étrangers temporaires que l'entreprise de nettoyage embauchait. Avec d'autres travailleurs, il a joué un rôle de premier plan dans la campagne d'organisation d'un syndicat qui a été couronnée de succès. Cependant, il a perdu son statut en 2017 et demeure sans papiers. Malgré son statut de sans papiers, il continue à s'exprimer, à défendre les travailleurs migrants et à les organiser à la défense de leurs droits et des droits de tous.

Un travailleur sans papiers a partagé son expérience lors du forum « Des soins de santé pour tous » de Migrants. Il a expliqué qu'il est arrivé au Canada en 2014 comme technicien industriel qualifié. Après avoir quitté les Philippines et travaillé à Hong Kong pendant 12 ans, il a payé un courtier 3500 dollars américains juste pour obtenir une entrevue pour un emploi au Canada. Il a réussi et est venu au Canada avec un contrat de deux ans, avec l'assurance qu'il était maintenant sur la voie de la résidence permanente. Au lieu de cela, avec le ralentissement dans le secteur du pétrole et du gaz, aucun des travailleurs étrangers temporaires embauchés par son employeur n'a vu ses contrats renouvelés, et il a perdu son statut en 2017. Un consultant en immigration a promis de l'aider et l'a escroqué de 5 000 dollars, soit toutes ses économies, sans obtenir aucun résultat pour lui. Maintenant, le travailleur et sa partenaire sont tous deux sans papiers, avec deux enfants nés au Canada qui sont citoyens. Il a expliqué que la pandémie a rendu la vie encore plus difficile pour les travailleurs sans papiers, que plusieurs d'entre eux ont perdu leur emploi et leur accès aux soins de santé et sont plus vulnérables que jamais à la surexploitation par les employeurs.

Les travailleurs migrants font une contribution immense à la société canadienne, mais eux et leurs familles sont victimes d'une discrimination flagrante et sont traités comme étant jetables par l'État canadien. Ils luttent pour survivre, vivant dans le stress et l'angoisse de recevoir un ordre d'expulsion ou d'être détenus et envoyés en détention préventive. Cette discrimination organisée par l'État et cette violation de leurs droits doivent cesser. Fini les promesses creuses et les platitudes ! Un statut pour les réfugiés, pour les étudiants, les travailleurs et les sans-papiers, un statut pour tous et toutes !, est une revendication légitime pour humaniser notre société.

## La lutte pour la santé des enfants de travailleurs sans papiers nés au Canada

De nombreux travailleurs sans papiers ont des enfants nés au Canada qui sont citoyens canadiens. Migrants Alberta a mené une campagne fructueuse en faveur des soins de santé pour les enfants de travailleurs sans papiers nés au Canada. Il semble maintenant que le gouvernement de l'Alberta a concocté des critères non divulgués pour priver ces enfants de soins de santé.

Le site Web de l'AHS (Services de santé de l'Alberta) indique que « si un enfant est citoyen canadien et que le parent est physiquement présent en Alberta et a l'intention d'y rester, l'enfant pourrait être admissible à la couverture de l'AHCIP (Régime d'assurance-maladie de l'Alberta), indépendamment de l'admissibilité de son parent ».

Sur quelle base le gouvernement albertain déclare-t-il qu'un citoyen canadien vivant en Alberta « pourrait » être admissible à la couverture des soins de santé ? Il ne le dit pas. Cela rend encore plus difficile les décisions déjà difficiles que doivent prendre les travailleurs sans papiers confrontés à l'expulsion. Les agents de l'Agence des services frontaliers du

Canada ont dit cruellement aux travailleurs et travailleuses sans papiers de l'Alberta qu'ils risquaient d'être expulsés, mais pas leurs enfants. On leur donne le « choix » entre le retrait volontaire, qui offre une possibilité de retour au Canada dans le futur, et l'expulsion sans pratiquement aucune chance de retour. Il semble maintenant que si les enfants restent au Canada pour aller à l'école, en demeurant avec la famille élargie ou d'autres aidants, ils peuvent être privés de soins de santé. C'est le signe d'un gouvernement hors de contrôle, pour qui les travailleurs migrants et leurs familles ne sont pas des êtres humains mais des choses à utiliser et à jeter, et pour qui les droits reconnus par la loi sont des choses à violer en toute impunité. Cela doit cesser ! Régularisation immédiate et statut pour tous et toutes !

(Photos : FO, Migrants Alberta)



---

## Une coalition du Manitoba demande que tous les résidents aient accès aux soins de santé

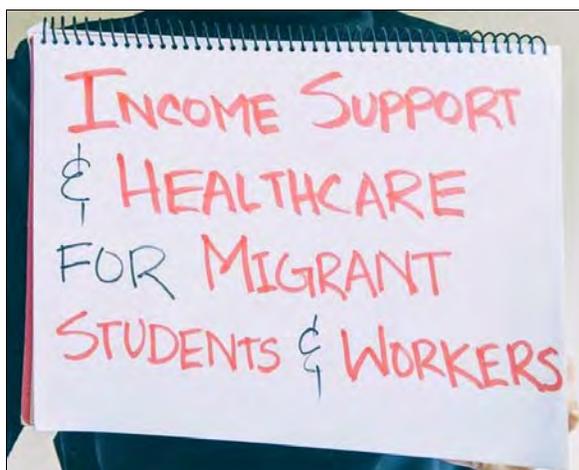
Au Manitoba, une coalition de quinze organisations revendique « Des soins de santé pour tous ! ». Elle exhorte le gouvernement à passer une loi qui garantit une couverture universelle et gratuite de soins de santé pour tous les résidents du Manitoba peu importe leur statut d'immigration, dont les demandeurs d'asile, les travailleurs migrants, les étudiants internationaux, les enfants à la charge des résidents temporaires et les résidents sans papiers.

Plusieurs personnes n'ont pas d'assurance-santé, ni d'assurance privée onéreuse qui n'offre qu'une couverture partielle. Les étudiants internationaux étaient couverts par le régime de santé public jusqu'en 2018 lorsque le gouvernement a mis fin à la couverture, une démarche qui devait, selon lui, permettre d'« épargner » 3 millions de dollars. Les étudiants internationaux sont perçus comme des « vaches à lait » et paient des frais de scolarité exorbitants, ce qui au Manitoba représente des frais de scolarité en moyenne trois fois plus élevés que ceux payés par les citoyens canadiens et les résidents permanents. « Le gouvernement doit cesser de traiter les êtres humains comme des numéros à des fins économiques, et commencer à apprécier la valeur qui est en nous. Il doit nous inclure dans le régime d'assurance-santé », a dit Judith Oviosun, coordonnatrice des campagnes provinciales du chapitre manitobain de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, lors d'une conférence de presse le 25 novembre.



Les étudiants internationaux et les travailleurs migrants sans carte d'assurance-santé du Manitoba ont un autre problème. Parce qu'ils n'ont pas de carte d'assurance-santé, ils ne peuvent pas obtenir la carte de preuve de vaccination exigée par les employeurs et ne peuvent pas avoir accès aux commerces et à plusieurs autres établissements.

Les travailleurs migrants qui ont un permis de travail depuis moins d'un an se font refuser les soins de santé publics et doivent obtenir leur propre couverture. Les travailleurs qui ont perdu leur statut ne sont pas admissibles aux soins de santé. La couverture de santé privée se limite habituellement aux cas d'urgence, dit Diwa Marcelino, organisatrice avec Migrant Manitoba.



Parce que la couverture des soins de santé est liée à leur permis de travail avec un employeur, les travailleurs migrants sont plus vulnérables face au harcèlement, aux mauvaises conditions de travail et à la discrimination, a dit Diwa Marcelino. « Les travailleurs migrants doivent recevoir des soins de santé en tant que droit. Ils ne veulent pas que la santé soit suspendue au-dessus de leur tête comme une carotte pour qu'ils se taisent, ne fassent pas de bruit et continuent d'être exploités par leurs employeurs », a-t-elle dit.

« Des soins de santé pour tous » a lancé une pétition sur le site web de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, qui a obtenu près de 500 signatures en date du 24 novembre. L'opposition néodémocrate s'est engagée à relire à répétition la pétition à l'Assemblée législative dans un effort pour forcer le gouvernement à revenir en arrière.

La pétition appelle le gouvernement du Manitoba à :

- Offrir immédiatement une couverture universelle et gratuite à tous les résidents du Manitoba peu importe leur statut, dont les demandeurs d'asile, les travailleurs migrants, les étudiants internationaux, les enfants à la charge des résidents temporaires et les résidents sans- papiers. Ceci doit être enchâssé de façon permanente dans la législation.
- Exhorter le ministre de la Santé à lancer une campagne de communication multilingue pour fournir l'information sur la couverture élargie à tous les résidents concernés.
- Exhorter le ministre de la Santé à informer toutes les institutions de santé et les fournisseurs de couverture élargie pour les personnes sans assurance-santé et expliquer en détail comment les changements de politique et de protocole nécessaires seront mis en oeuvre.
- Exhorter le ministre de la Santé à mettre en place et appliquer de robustes politiques de confidentialité et à donner au personnel la formation permettant de protéger la sécurité des résidents ayant un statut d'immigration précaire et de faire en sorte qu'ils puissent avoir accès aux soins de santé sans courir le risque de ne plus pouvoir rester au Canada.

Pour signer la pétition, [\*cliquer ici\*](#).

|  |  |
|--|--|
| <p>HEALTHCARE FOR ALL MANITOBA</p> <p> <b>OUR DEMANDS</b></p> <p><b>①</b></p> <p>Immediately provide comprehensive and free healthcare coverage - including vaccination - to all residents of Manitoba regardless of immigration status including refugee claimants, migrant workers, international students, dependent children of temporary residents, and undocumented residents. This must be permanently enshrined in legislation.</p> | <p>HEALTHCARE FOR ALL MANITOBA</p> <p> <b>OUR DEMANDS</b></p> <p><b>②</b></p> <p>Inform all healthcare institutions and providers of expanded coverage for those without health insurance, the policy details and how they will be implemented, as well as the necessary protocols on coverage changes, the application of billing codes, and the cessation of registration or billing fees.</p> |
|--|--|

|   |  |
|---|--|
| <p>HEALTHCARE FOR ALL MANITOBA</p> <p><b>OUR DEMANDS</b></p> <p><b>3</b></p> <p>Develop and implement a multilingual communication campaign in partnership with organizations serving migrants and newcomers to inform all those currently without provincial health care coverage about the availability of COVID testing, treatment, and vaccination without a health card.</p> | <p>HEALTHCARE FOR ALL MANITOBA</p> <p><b>OUR DEMANDS</b></p> <p><b>4</b></p> <p>Create and enforce strict confidentiality policies and provide staff with training to protect the safety of residents with precarious immigration status and ensure they can access health care without jeopardizing their ability to remain in Canada. Access Without Fear policies prevent sharing personal health information or immigration status with immigration authorities.</p> |
|---|--|

(Source : Radio-Canada. Photos : MWA, Healthcare for All MB)



---

Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Email: [forumouvrier@cpcml.ca](mailto:forumouvrier@cpcml.ca)